

# DIALOGUE AVEC UN HOMME DE CONVICTIONS

## Entretien avec André Bergeron

Syndiqué depuis l'âge de quatorze ans (et vingt jours!), secrétaire général de Force Ouvrière de 1963 à 1989, celui qui fut « le syndicaliste le plus aimé de France » brosse dans cet entretien le paysage d'une vie au service des salariés. La guerre d'Espagne, le Front populaire, la guerre puis, à la Libération, la reconstruction du syndicalisme et la création de FO, les frères ennemis de la CGT, l'invention des Assedic, les accords de Grenelle en 68, c'est toute l'histoire sociale du xx<sup>e</sup> siècle qu'André Bergeron nous fait revivre. On y croise Léon Jouhaux et le cardinal Lustiger, Irving Brown y côtoie le jeune Chirac, Mitterrand succède à de Gaulle. En ces temps, qui nous paraissent déjà lointains, les capitaines d'industrie négociaient encore, les ministres avaient le pouvoir de décider et les syndicalistes étaient suivis par leurs troupes. La France changeait et s'ouvrait sur le monde. Comment, dans cette profonde mutation du monde du travail, expliquer une telle longévité? L'art de la négociation, le respect de la parole donnée et, par-dessus tout, des convictions fermes: tel est le credo d'un grand acteur de son temps.



© Raymond DEPARDON/MAGNUM PHOTOS

MENÉ PAR **BERNARD COLASSE**, UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE ET **FRANCIS PAVÉ**, ENSP (12 mai 2005)

## LES APPRENTISSAGES

**G & C** *Le Who's Who signale que vous avez commencé à travailler à quatorze ans...*

André Bergeron (A.B.) Quatorze ans et vingt jours!

**G & C** *Et vous vous êtes immédiatement syndiqué. Pourquoi?*

**A.B.** Tout simplement parce que, dans l'imprimerie, tout le monde était syndiqué. La Fédération du Livre, à cette époque, n'était pas tombée dans les mains des communistes. C'était, au contraire, une fédération réformiste. J'ai donc été syndiqué tout de suite au Syndicat typographique belfortain. Le commencement de ma grande aventure!

Je vendais des timbres pour la République espagnole; la guerre d'Espagne a éclaté en juillet 1936, je faisais mon apprentissage. Le contrat d'apprentissage dans l'imprimerie était incorporé dans la convention collective – c'était rare à cette époque, les contrats étaient en général signés de gré à gré, mais là, c'était dans la convention collective.

**G & C** *Vous êtes rentré à la CGT...*

**A.B.** La CGT unifiée! L'unité s'était refaite au printemps de 1936. La scission s'était produite en 1921. Vous savez que les communistes avaient tenté la même opération que celle qu'ils avaient réussie à Tours, au fameux congrès du parti socialiste (SFIO) de 1920. Au congrès de Lille, en 1921, ils avaient constitué des comités syndicalistes révolutionnaires. Ils ont échoué de très peu mais ils ont refusé de dissoudre ces comités, ce qui fait qu'il y a eu une scission de fait et il y a donc eu deux CGT jusqu'au printemps de 1936: une qui était dirigée par Léon Jouhaux et l'autre, par Benoît Frachon.

Une anecdote amusante sur ma période d'apprentissage: on imprimait un quotidien, *La République de l'Est*, qui était le journal de l'évêché. Or, en 1937, le cardinal Pacelli, qui est devenu pape par la suite, est venu inaugurer la basilique Sainte-Thérèse de l'Enfant Jésus, à Lisieux. Nous avions à l'imprimerie un vieux linotypiste avec de grandes moustaches que nous appelions «le Gaulois» qui, pour s'amuser, pensant que les correcteurs corrigeraient – mais chacun sait que les correcteurs ne corrigent pas –, avait mis entre «*Vive Dieu!*» et «*Vive Lisieux!*», «*Vive les Soviets!*» Et le canard est sorti comme ça. Inutile de vous dire que ça a fait beaucoup de bruit. Mais le patron ne manquait pas d'humour – c'était pourtant un catholique très engagé – et, finalement, ce fut une grande rigolade.

Longtemps après, alors que j'étais devenu secrétaire général de FO, j'ai voulu rencontrer le cardinal Lustiger. Je lui ai raconté l'anecdote, ça l'a amusé, mais là où ça l'a moins amusé, c'est quand je lui ai dit: «*Mais, dans le fond, Monseigneur, c'était un précurseur!*» (nous étions en effet en plein dans l'*aggiornamento*).

Cette période a été tumultueuse...

En février 34, il y a eu des manifestations, il y avait des

affaires, comme maintenant, la banque Oustric, Stavisky, etc., et les ligues patriotiques, notamment les Croix de feu, portaient à l'assaut de la Chambre des Députés en criant: «Dehors les voleurs!» C'était terrible, il y a eu plusieurs centaines de blessés, les manifestants coupaient les jarrets des chevaux avec des lames de rasoir, ils enlevaient les bouches d'égouts pour que les chevaux se cassent la figure là-dedans, c'était vraiment très dur! Et c'est en partant de ces événements de février 34, qu'est né le Front populaire.

On ne peut pas dire que la CGT ait été à l'origine du mouvement de juin 1936, ça s'est fait spontanément. On a beaucoup parlé des quarante heures et des congés payés, mais cela ne figurait pas dans le programme du Front populaire. Blum les a proposés à la fin de la conférence de Matignon, en espérant que cela calmerait le jeu.

Les événements étaient tellement imprévus qu'il a fallu, je ne veux pas dire supplier parce que le terme ne convient pas, mais il a fallu convaincre Jouhaux de rentrer à Paris; il était à une réunion du conseil d'administration du BIT à Genève et, manifestement, il ne se rendait pas compte de la gravité de la situation. Il est finalement rentré. Et, comme toute chose à une fin, ça s'est effrité et terminé petit à petit. Mais ça a été ma première expérience.

**G & C** *Quand on a quatorze ans et vingt jours, l'intégration dans le monde du travail doit être un peu dure, non?*

**A.B.** Pas du tout! J'ai été intégré tout de suite. Les ouvriers de la boîte – c'était une assez grosse imprimerie puisqu'on faisait un quotidien – m'appelaient «le gosse». C'était très amical, très sympathique. J'ai touché ma première paye, c'était en monnaie parce que ce n'était pas une somme très importante, que j'ai d'ailleurs remise à ma mère, très fier; c'était mon premier salaire.

## LA GUERRE

**G & C** *Quelles ont été vos premières activités syndicales? À part la vente de timbres!*

**A.B.** J'ai milité jusqu'à la déclaration de guerre. Puis les imprimeries ont fermé, tout simplement parce que les ouvriers d'imprimerie, en majorité, avaient été mobilisés. Comme il fallait bien travailler, parce qu'il n'y avait pas d'Assedic à cette époque-là, j'ai travaillé comme facteur auxiliaire, depuis la déclaration de guerre jusqu'en juin 40. Ça ne me déplaisait pas, mais j'ai terminé ma carrière postale sur ce qu'on appelle un «532», une sanction qui figure au dossier, parce que j'avais perdu un mandat. Nous avions des sacoches déglinguées et un mandat avait profité de la liberté qui lui était offerte pour foutre le camp. Comme les armées d'Hitler ont envahi le Territoire de Belfort, il n'y a pas eu de suite. Et comme mes amis postiers étaient pleins d'indulgence,

ils m'ont quand même fait, beaucoup d'années après, postier d'honneur.

**G & C** *Comment avez-vous progressé à l'intérieur de l'organisation syndicale?*

**A.B.** Il y a eu la guerre. J'ai quitté Belfort en vélo avec deux copains et on s'est réfugiés dans la Drôme où j'avais des parents. Là, j'ai trouvé du boulot dans un cartonnage qui s'appelait le Cartonnage Milou, qui n'existe plus. C'est ainsi que j'ai imprimé des milliers de boîtes de Lacteol et de parfum Molinard.

Puis, comme je m'emmerdais un peu là-bas, et surtout pour ne pas entrer dans les Chantiers de Jeunesse, ce qui n'était pas du tout mon genre, j'ai passé la ligne de démarcation à l'envers pour rentrer à Belfort, à Arbois. Il y avait des passeurs, qu'on payait. C'était une connerie parce que, quelque temps après, j'ai été ramassé par la police et envoyé comme « requis » (ce n'était pas le STO) en Allemagne. J'y suis resté trente mois.

Cela n'a pas toujours été agréable, mais c'est une expérience que je ne regrette pas. On était bombardés très souvent car je n'étais pas loin d'une usine d'aviation. On a été libérés par les Russes qui se sont conduits comme on l'a dit; c'est la vérité: le viol des femmes, le vol des montres, ils en avaient des collections au bras.

En rentrant d'Allemagne, je suis très vite devenu secrétaire du Syndicat typographique du Territoire de Belfort, dans le climat de la Libération qui était très dur. Les communistes étaient très forts à l'époque, ils obtenaient pas loin de 30 % des voix aux élections, c'est-à-dire plus que ce que les Tchèques avaient obtenu quand ils ont basculé du côté de Staline.

## LA RECONSTRUCTION DU SYNDICALISME

Cette période a été très mouvementée. On était fauchés parce qu'il a fallu nous reconstituer après la scission de 1947. Les Américains ont donné des sommes considérables à la CGT encore unifiée, en 1946. Ces sommes étaient destinées à aider les familles de déportés, de fusillés. La CGT unifiée était pourtant dirigée par Frachon, qui était un stalinien de bon aloi. J'ai même retrouvé une photo où l'on voit Irving Brown, le représentant de l'AFL-CIO en Europe, embrassant Frachon. La période qui a précédé la scission de la CGT était épouvantable. Pour vous donner une idée, les communistes ont fait dérailler un train, le Paris-Tourcoing, il y a eu vingt-deux morts, je crois. Ils croyaient que c'était un train de CRS... Il y avait un climat quasiment insurrectionnel – je vous rappelle que le gouvernement de l'époque, celui de Jules Moch, avait envoyé la troupe. Les communistes noyaient les installations minières... enfin, des tas de trucs comme ça... Tout ceci a conduit à la scission du 19 décembre 1947.

J'étais responsable du groupe des Amis de Force Ouvrière du Territoire de Belfort. Nous avons constitué ces groupes pour lutter contre l'influence des stali-

niens dans la CGT. Mais les jeux étaient faits, si j'ose dire.

Il faut situer tout ça dans le contexte de l'époque, avec les événements de Berlin-Est, de Tchécoslovaquie, de Hongrie...

Pour ce qui est de ma carrière, à la scission, je n'étais pas vraiment secrétaire général de l'Union départementale du Territoire de Belfort; mais, en fait, je l'étais quand même. Ça a encore été une période tumultueuse. Un jour, par exemple, les cégétistes sont venus me foutre dehors de la Bourse du Travail, ils étaient une douzaine. J'étais tout seul...

À la Libération, on a donné à la Fédération du Livre – qui n'était pas encore communiste mais qui l'est devenue très vite – une part des attributions qui, ordinairement, relèvent de la Direction départementale du Travail et de la Main-d'œuvre. C'est ce qui a conduit au fameux monopole d'embauche qui fait que – maintenant encore, d'ailleurs – dans la presse parisienne, pour être embauché, il faut être à la fois CGT et communiste. Communiste, peut-être un peu moins maintenant... Mais c'est comme ça que j'ai été dynamité dans l'affaire du *Parisien Libéré* (1).

Comme c'est nous qui quittons la CGT, juridiquement les avoirs demeuraient dans ses mains. J'ai été condamné je ne sais combien de fois à restituer les fonds! On a finalement cédé mais il ne restait pas grand-chose. Je me rappelle, j'ai donné au secrétaire de l'UD-CGT dix-sept sacs d'archives. Mais il ne se faisait pas d'illusions, il m'a dit: « *Je peux les foutre aux vieux papiers...* » et je lui ai répondu: « *Sans hésitation!* »

Cela dit, on était fauchés comme les blés. Je publiais cinq journaux! Je tapais les commerçants qui me filaient des publicités de complaisance, ils m'aimaient bien. Je publiais un journal de l'Union départementale de Belfort, *Belfort Syndicaliste*, que j'ai transformé en *Belfort Montbéliard* parce que j'avais étendu mon rayon d'action chez Peugeot, à Sochaux. Je faisais un canard pour les groupes socialistes d'entreprise qui s'appelaient *Le Lien Fraternel*. J'en faisais un autre pour les déportés du travail puisque, à l'époque, j'étais au bureau national de la Fédération des déportés du travail qui présidait Beauchamp, qui est mort récemment, un ami de Mitterrand. Puis, j'ai publié le journal de la Fédération du Livre FO que j'avais reconstituée; mais il n'y avait pas beaucoup de monde. Le journal s'appelait *L'Imprimerie syndicaliste*. Tout ça, ça faisait des sous. Les Américains m'en ont aussi donné pour me

(1) En février 1975, le journal *le Parisien libéré*, en difficultés financières, cherche à aménager certaines dispositions techniques de la convention collective de la Presse. Cela repose la question du monopole d'embauche dont bénéficie la fédération du livre depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. La CGT ne voulait rien entendre.

Le 12 juin 1975, la CGT et la CFDT organisent un grand rassemblement devant l'imprimerie du *Parisien*, rue d'Enghien à Paris, alors que les CGTistes occupaient les locaux depuis plus de trois mois.

Dans la nuit du 12 au 13 juin, une bombe explose sur le palier de l'appartement de M. André Bergeron et une autre sur celui d'un homonyme du rédacteur en chef du *Parisien libéré*: M. Bernard Cabanes et le tue.

Cf. André BERGERON, *Mémoires*, Paris, Ed. du Rocher, 2002, p.137-142.



© KEYSTONE-GAMMA

Les délégués des syndicats CGT, CFDT, CFTC, FO, de la CGC et de la FEN sont alignés à gauche ; au centre, Jean-Marcel Jeanneney, Georges Pompidou et Jacques Chirac et, à droite les représentants du patronat lors de la réunion extraordinaire du 27 mai 1968 qui aboutira à la signature des accords de Grenelle.

BERNARD COLASSE ET FRANCIS PAVÉ

permettre de sortir mes canards. Irving Brown, dont j'avais fait la connaissance entre-temps, était venu me voir à Belfort en tant que représentant de l'AFL-CIO en Europe. On est d'ailleurs demeurés amis jusqu'à sa mort. Il est enterré au cimetière Montparnasse. Les Américains m'avaient demandé d'aller à Washington prononcer son éloge funèbre, ce que j'ai fait. Mais ça, c'était bien après, j'étais avec Blanchard, Jean-François Revel et quelques autres.

**G & C** *Ces fonds-là, c'était des fonds différents des premiers dont vous nous avez parlé.*

**A.B.** Oui. Mais il y en a eu beaucoup moins qu'on ne l'a dit. D'ailleurs, je vais vous dire, les Américains avaient payé dix-huit délégués régionaux et Bothereau m'avait inscrit dans les dix-huit. À partir de là, j'ai été payé par la Confédération. C'était au moins un an après la scission. Mais, entre-temps, j'étais fauché, je n'avais rien, j'ai couché je ne sais combien de nuits dans les halls des gares ! Parce qu'il fallait faire des syndicats, il n'y avait rien, et que ce n'était pas un petit boulot !

**G & C** *Mais comment vous y preniez-vous ?*

**A.B.** On faisait des réunions. Il n'y avait souvent personne, quelquefois un peu plus de monde. Il fallait tout reconstituer en partant de zéro parce que nous avions bien quelques syndicats qui nous avaient suivi mais, entre les déclarations d'intention et les actes, c'est souvent une autre histoire. Ce qui fait que la moitié des copains sur lesquels nous comptions sont restés à la CGT, non pas parce qu'ils étaient communistes mais, tout simplement, parce qu'ils ne voulaient pas casser avec les autres. On s'est retrouvés avec rien, il a fallu

tout reconstituer et j'étais parmi ceux qui ont fait le boulot, d'abord dans le territoire de Belfort et puis, après, je me suis occupé de plusieurs départements : les Vosges, la Haute-Saône, le Territoire de Belfort, le Doubs et le Jura.

Encore une anecdote. Un jour que je distribuais des tracts dans la Saône-et-Loire, je vois un type qui s'amène. Il prend la moitié des tracts et commence à les distribuer. Puis une bande de staliniens arrive, qui l'engueulent : « Espèce de con, tu ne vois pas que ce sont les tracts de FO ! ». La leçon de l'histoire, c'est qu'il ne serait jamais venu à ce type l'idée que quelqu'un d'autre que la CGT puisse distribuer des tracts.

Quand je distribuais mes tracts, notamment chez Peugeot à Sochaux, j'y allais tout seul parce que ma philosophie m'avait conduit à considérer que si je n'avais pas été seul, mais entouré de gros bras, il y aurait eu des incidents. J'y allais donc tout seul, ça durait des heures parce qu'il y avait le croisement des équipes, jamais personne ne m'a touché. Quelquefois, ils me foutaient mes tracts à la figure, mais ça se limitait à ça.

**G & C** *C'est la stratégie du faible au fort, il ne faut pas faire de provocations*

**A.B.** Psychologiquement, c'est très important, il faut sentir ça.

**G & C** *Et quels étaient les secteurs que vous pénétriez le plus facilement ?*

**A.B.** À Sochaux, dès le départ, on a eu un syndicat ; il y avait huit cents membres mais ça a diminué après. On est encore bien introduits aujourd'hui chez Peugeot, à Sochaux. On est aussi majoritaires à Mulhouse.

**G & C** *Mis à part la construction automobile?*

**A.B.** Il a fallu repartir partout de zéro. Chez Alstom, on a été à peu près quatre cents. Il y avait là-dedans, pour être précis, une centaine d'Allemands qui étaient des prisonniers transformés en travailleurs; il y avait aussi des Espagnols, quatre cents au départ, puis ça a dégringolé au fil des années. Maintenant, on a encore un petit syndicat.

**G & C** *C'est dans les années 50 que vous accédez à des responsabilités confédérales?*

**A.B.** Oui, j'ai d'abord été délégué régional à la propagande, puis je suis devenu membre de la commission exécutive confédérale. Je suis devenu secrétaire général en 1963. Je suis resté vingt-cinq ans secrétaire général de l'organisation, une longue période, de 63 à 89.

**G & C** *Quel était le climat dans les années 50?*

**A.B.** Assez tumultueux. Il y avait les événements internationaux. Je me rappelle, Jean-Paul David, de Paix et Liberté, éditait des grandes affiches qui condamnaient le comportement des staliniens en Hongrie, en Tchécoslovaquie, etc. Ce Jean-Paul David m'envoyait des affiches, parce que je les lui demandais... À Belfort, on commençait à coller à deux heures du matin, en espérant que les affiches resteraient sur les murs au moins jusqu'au lever du jour, parce que les communistes nous les foutaient en l'air. Pour vous dire le climat. Puis les choses se sont tassées.

## LE PARITARISME EN ACTES

**G & C** *C'est dans les années 60 que vous vous préoccupez du chômage? Pourtant, il n'y avait pas beaucoup de chômeurs à l'époque...*

**A.B.** C'est vrai que nous avons créé les Assedic (2) à une époque où il n'y avait pas beaucoup de chômeurs. Nous, François Ceyrac et moi, parce que c'est avec lui que j'ai beaucoup travaillé – nous nous voyons encore tous les mois pour parler du bon vieux temps, il est resté neuf ans président du Conseil national du Patronat français et c'est un homme pour qui j'ai beaucoup d'amitié et de respect; c'est grâce à lui qu'on a fait beaucoup de choses. Ceyrac était convaincu, et moi aussi, que la naissance du Marché commun allait réduire les systèmes protectionnistes qui caractérisaient l'économie française depuis Colbert. J'étais allé voir de Gaulle qui m'a dit: «*Pourquoi vous faites ça, il n'y a pas de chômeurs!*» En effet, quand nous avons démarré l'expérience, on indemnisait vingt-quatre mille personnes pour toute la France.

De Gaulle, je l'ai rencontré quand même une bonne vingtaine de fois mais toujours seul, parce que, pour

parler franchement, il fallait être seul. Mes amis étaient naturellement informés mais, de façon générale, j'aimais bien parler en tête à tête. Quand il a voulu, un jour, me convaincre des vertus de l'association du capital et du travail, je lui ai simplement répondu: «*Quoi que vous fassiez, il y aura toujours des différences d'appréciation entre ceux qui dirigent et ceux qui sont dirigés, il n'y a donc pas d'autre alternative que la recherche d'un compromis entre les préoccupations des uns et celles des autres.*»

**G & C** *Le compromis est fondamental pour vous?*

**A.B.** C'est le fondement même de la politique contractuelle. C'est très immodeste ce que je vais vous dire, mais Pompidou m'a raconté la réaction du général au Conseil des ministres qui a suivi notre rencontre. Il aurait dit – mais il l'a dit parce qu'autrement Pompidou ne me l'aurait pas dit – avoir été frappé par ma sincérité. J'ai pris ça pour un très beau compliment de la part du général. C'était un homme très simple.

**G & C** *Le compromis et le contact direct avec les hommes...*

**A.B.** Oui, j'aime connaître les hommes. Un jour, j'ai rencontré Massu avec lequel je n'avais, *a priori*, pas beaucoup d'affinités. J'avais donné une conférence à l'École militaire, à Montargis, l'école du Train, parce que je donnais beaucoup de conférences dans les écoles militaires. C'était intéressant parce qu'ils étaient toujours huit ou neuf cents, mille parfois, ça dépendait de l'importance des écoles. Ça se passait très bien, je faisais un laïus d'une heure, ils posaient des questions très libres et ça m'intéressait parce que c'est un milieu – je ne suis pas particulièrement militariste – que je connaissais peu et que j'y étais toujours très, très bien accueilli.

Je vais donc là et on me dit que Massu habitait dans le coin. Je suis donc invité à dîner par lui. Ça a duré des heures. Au cours de la soirée, plusieurs fois il m'a dit: «*On mettait des bombes dans les Monoprix, que vouliez-vous que je fasse?*» Sa femme, qui a joué un grand rôle dans sa vie, était enterrée dans un petit cimetière, il y avait juste la route qui séparait le cimetière de sa propriété. Massu me mène vers la tombe et me dit: «*Vous voyez, elle est là, je viens souvent la voir.*» J'ai découvert un personnage qui était aux antipodes de ce qu'on racontait. Finalement, il était très différent. C'est un bon souvenir.

J'avais aussi des contacts avec Bigeard. Avec lui, c'était différent. J'avais toujours des copains qui préféraient être incorporés à Menton ou à Nice plutôt qu'à Armentières. Bigeard réglait tout et me signait ses lettres «*Votre vieux soldat Bigeard.*»

J'avais de bonnes relations personnelles avec beaucoup de monde, mais je ne racontais pas d'histoires. Y compris avec les anarchistes, j'ai toujours eu de la sympathie pour eux. Quand nous avons créé l'assurance-chômage, le responsable des anarchistes s'appelait Maurice Joyeux. Il avait fait douze ans de prison pour ses idées et je me suis dit qu'il fallait quand même lui garantir la matériel. C'est moi qui avais choisi le directeur de l'Unedic et je lui ai dit: «*Il faut me l'embaucher.*» Il ne pouvait rien

(2) Le 31 décembre 1958 est signée la convention instituant l'Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce ainsi que les Associations pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (assurance-chômage).

me refuser vu que je venais de le faire nommer et puis, c'était un type bien. Joyeux arrive et il dit au directeur : « *Monsieur le directeur, il ne faut pas me donner de travail intellectuel parce que j'ai besoin de penser* ». Il avait donc pour mission de ratisser un peu les feuilles et de tirer quelques circulaires, mais très modérément, pas trop. En 1968, il va trouver le directeur et il lui dit : « *Monsieur le directeur, vous comprendrez que je suis obligé de faire la grève. Mais, étant donné la nature du régime, je suis à votre disposition à une condition, ne pas être payé* ». Je le revois après les événements et je lui dis : « *Qu'est-ce que tu as encore raconté comme conneries!* » Il me dit : « *Tu ne comprendras rien à rien. J'avais tout un stock de vieilles brochures à la librairie du Libertaire, j'ai tout fourgué à La Sorbonne* ».

J'ai eu de bonnes relations avec un ministre de l'Intérieur. Je m'occupais beaucoup des Espagnols parce que je vendais des timbres pour la République espagnole quand j'étais apprenti. Et, plus tard, j'ai eu des relations plus suivies avec les gens de l'UGT et ceux de la CNT. Un jour, ils étaient toute une bande, ils se font piquer à la frontière avec des armes. Heureusement, le ministre de l'Intérieur, dont je ne me rappelle pas le nom, est intervenu à ma demande. C'était un type de droite, très à droite, seulement nous avions un point commun, il était comme moi, il voyait des bolcheviques dans les placards et derrière les radiateurs, ce qui fait que, quand je lui ai dit : « *Il faut m'arranger ça* », il m'a arrangé ça. Ce sont des bons souvenirs...

Quand ils ont reconstitué l'Union Générale des Travailleurs, ils m'ont invité à Madrid, au congrès; c'est un souvenir que je n'oublierai jamais, ils m'ont applaudi au moins dix minutes debout.

**G & C** *Vous nous parlez de vos relations avec les militants syndicaux, avec des militants politiques comme Joyeux, avec des militaires aussi; mais aviez-vous des relations avec les entreprises, avec des chefs d'entreprise?*

**A.B.** Ah, oui! Dans les années 50, la Haute-Saône, c'était mon rayon d'action. Il y avait surtout des boîtes textiles. J'ai constitué en un peu plus d'un an dix-huit syndicats qui comptaient ensemble deux mille adhérents. Toutes ces boîtes ont disparu.

Un jour, une grève éclate dans une boîte et l'inspecteur du travail, qui était FO, me dit : « *Tu devrais y aller* ». Je prends le train jusqu'à Lure avec mon vélo et mes tracts sur le porte-bagages et je vais jusqu'à la boîte. Le patron était un vieux monsieur de quatre-vingts ans. Il me dit : « *Dites-leur que je leur donne ce qu'ils veulent, mais dites-leur de foutre le camp!* » Il ne pouvait pas supporter qu'ils occupent l'usine. Et, pendant des années, il n'a plus voulu les voir. Il était dans son bureau, les délégués étaient dans leur salle, et moi, je faisais le plénipotentiaire entre le patron et les délégués.

Eh bien, quand il est arrivé à la fin de sa vie, il a voulu donner l'usine au secrétaire du syndicat, lequel n'en a pas voulu – qu'en aurait-il fait? C'est pour vous dire! J'avais la confiance de tous ces gens parce que je ne m'occupais pas seulement des revendications. Les

patrons me demandaient souvent de jouer les arbitres parce qu'ils avaient confiance. Du temps de Chaban-Delmas, on a inventé ce qu'on a appelé les « *contrats de progrès* ». J'ai contribué à leur mise en place, à ma manière. Je discutais avec mes amis, j'accompagnais le secrétaire de la Fédération nationale et je le conseillais, il m'écoutait généralement, je dirais même toujours, mais je leur disais : « *Attention, je ne vous oblige pas à signer – j'étais avec le secrétaire et responsable –, mais si vous signez, ce que je souhaite, vous devez ensuite respecter votre parole car il n'y a pas de politique contractuelle sans loyauté* ».

**G & C** *Vous fonctionniez à la confiance.*

**A.B.** Oui, je le crois et, pour illustrer ça, je vais vous raconter un problème que j'ai eu un jour avec Delors. Il était conseiller social de Chaban, à l'époque. C'était pour les chemins de fer. Je discute avec Delors, je lui dis : « *C'est réglé, vous avez tout donné?* » et, dans la soirée, j'apprends que Delors bricolait avec la CGT, avec l'espoir illusoire d'ailleurs de les gagner. Je lui ai téléphoné chez lui et je lui ai dit : « *Monsieur Delors, ou vous faites machine arrière – c'est le cas de le dire, sur le chemin de fer –, ou je ne discuterai plus jamais avec vous!* » Il a fait machine arrière car moi, j'étais loyal, je ne trompais personne. Etre en désaccord n'avait aucune importance, c'est la loi du genre, mais dans la mesure où je signalais, tout pouvait crouler autour de moi, je ne bougeais pas.

**G & C** *Et vous êtes devenu le syndicaliste le plus populaire de France...*

**A.B.** C'est ce que disaient les sondages de l'époque. Un jour, c'était marrant, il y avait Marchais à la télé qui faisait son cinéma, comme d'habitude; le journaliste lui pose une question sur moi et Marchais de dire : « *Qui c'est Bergeron?* ». Immédiatement après, il y a eu une séquence sur « *Bergeron, le syndicaliste le plus populaire de France* ». La tête de Marchais!

Cela dit, je n'ai jamais parlé à Marchais parce que ce n'était pas mon genre. Par contre, il m'est arrivé à plusieurs reprises de bavarder avec Séguy ou même avec Krasucki; nous n'avions pas d'antagonismes personnels. On m'interrogeait sur ce que je pensais de Séguy, par exemple; j'ai toujours dit que c'était un homme compétent et courageux : il a été déporté. Mais il développait des thèses qui n'étaient pas les miennes. Notre différend n'était pas personnel mais politique, au sens général du terme.

J'ai rencontré Séguy, il y a quelques années, à l'occasion d'un débat organisé par la Maison Jean Jaurès, à Castres, sur le thème « *Que reste-il de 68?* ». À midi, on s'est mis ensemble, Séguy et moi, pour bavarder et je lui ai dit : « *Tu sais, quand le mur de Berlin est tombé, j'ai beaucoup pensé à toi* » et il m'a répondu : « *Tu sais, pour ce qui me concerne, il y a longtemps que j'y ai pensé* ». Et c'est vrai, étant donné qu'ils l'avaient viré du secrétariat général de la CGT au profit de Krasucki qui, lui, était resté un vieux bolchevique.

Pour moi, la bagarre n'était jamais personnelle mais, pour certains, elle l'était.

Ceux qui m'ont le plus cassé les pieds, ce sont les types



© Laurent Maous/GAMMA

André Bergeron (FO), Edmond Maire (CFDT) et Henri Krasucki (CGT) réunis le 25 mai 1981, après la victoire de François Mitterrand, sur le plateau d'Antenne 2.

de la CFDT, qui n'était pas la CFDT de Nicole Notat. Quand Edmond Maire allait voir Mitterrand, Mitterrand me disait : « *Je ne sais pas pourquoi il veut me voir et je ne comprends rien à ce qu'il me dit* ». Il faut reconnaître qu'il était parfois un peu cafouilleux ; c'était un honnête homme, mais il cherchait toujours l'introuvable.

Descamps venait me voir très souvent parce qu'il habitait dans la banlieue sud, comme moi. Il était obnubilé par Frachon ; selon lui, les communistes avaient changé et on pouvait, par conséquent, envisager la réunification. Je lui disais « *Mon pauvre ami, vous êtes complètement fou!* ». Mais je garde de lui un bon souvenir, c'était un homme très chaleureux, très agréable, un homme de conviction, tout comme Edmond Maire, aussi.

Je les ai finalement tous bien connus. Nicole Notat m'a succédé à la présidence de l'Unedic et, comme elle a été élue présidente quand j'ai quitté le secrétariat général de FO, elle a demandé à me voir pour savoir comment cela se passait, tout simplement. Nous avons pris l'habitude de nous rencontrer périodiquement. C'est une fille bien, de très bon niveau ! Et puis on est devenu, au fil du temps, amis, tout simplement.

**G & C** *Un syndicaliste vit quand même des situations difficiles, des situations conflictuelles pendant lesquelles le dialogue est suspendu...*

**A.B.** Oui, bien sûr, j'ai connu des situations difficiles. Par exemple, un jour, c'était chez Alstom, à Belfort ; il y avait une grève qui n'en finissait pas. À l'Alstom, il y

avait le mur de l'usine, la porte de la boîte, la ligne de chemin de fer et une manifestation. Les communistes étaient en queue de rassemblement et poussaient, poussaient ! Moi, j'étais devant et j'avais le nez collé contre un gendarme. Je me suis rendu compte que cela allait mal finir, tout simplement parce que c'était un cul de sac. J'ai demandé au capitaine de gendarmerie qu'il me laisse intervenir, je me suis trouvé hissé sur un bord de fenêtre, j'ai parlé, il y a des moments où l'on trouve les mots qui conviennent, ils se sont dispersés. J'ai vécu beaucoup de situations de cette nature.

En 1968, il a fallu organiser la conférence de Grenelle, ni trop tôt, ni trop tard. Ceyrac était hors de combat, il avait été opéré d'une hernie. On a donc préparé ça. C'est Chirac qui servait de trait d'union. Il est venu chez moi une fois et puis je l'ai revu de temps en temps. Il avait pris un nom de guerre, il s'appelait Walter, je ne sais pas pourquoi d'ailleurs, personne ne le menaçait. On a réussi...

Une anecdote, encore une. Je m'étais mis d'accord avec Ceyrac sur le Smic à 3 francs et puis Pompidou, par Chirac interposé, s'était mis d'accord sur le Smic à 2,70 francs. J'ignorais la démarche de Séguy et Séguy ignorait la mienne. La séance reprend, Pompidou et Frachon font le cinéma qu'on fait quand on s'est mis d'accord à l'avance, 2,70 francs, puis moi je m'adresse au représentant du patronat qui remplaçait Huvelin, indisponible, le baron Petiet, de la sidérurgie : « *Monsieur le baron, 3 francs* », « *Oui, dit le baron, ce ne*

*serait pas mal*». Frachon se dresse comme un diable dans un bénitier, montrant le baron du doigt en disant : « *Monsieur le baron, j'ai connu votre père en 36, mais lui il en avait!* » Bref, on a fichu le Smic à 3 francs.

Mes discussions avec les patrons... Je les voyais seuls avant pour débroussailler le terrain, pour sentir ce qui était possible et ce qui ne l'était pas, et comme ils avaient confiance, on parlait librement. Quand on a créé l'assurance-chômage, je vous l'ai dit tout à l'heure, il n'y avait pas de chômage mais nous pressentions que cela allait se dégrader.

À la fin de la guerre d'Algérie, au moment de l'indépendance, on a considéré ceux qui avaient été emprisonnés comme des chômeurs, on a fait des trucs de cette sorte pour contribuer à l'apaisement du climat de l'époque. C'était en accord avec les patrons. On est resté à deux cent mille allocataires jusqu'au choc pétrolier.

## LA MÉTHODE BERGERON

Les patrons, je les voyais très souvent, je les connaissais personnellement et nous nous connaissions mutuellement. On parlait librement, ils me disaient franchement ce qu'il en était, on arrivait à des compromis, à mi-chemin entre leurs positions et les miennes.

**G & C** *Vous les voyiez de façon informelle? Ce n'était pas gênant pour les militants?*

**A.B.** Ils connaissaient mes pratiques, mes militants, et ils ne trouvaient rien à redire parce que je leur expliquais : « *On est en tête à tête, on parle librement.* » Et je rendais compte, toujours. Vous savez, pour rester vingt-cinq ans secrétaire d'une organisation aussi composite que FO, il faut un véritable savoir-faire...

**G & C** *Vous êtes devenu secrétaire en 63, c'est-à-dire à un moment où, malgré tout, le patronat a commencé à être un peu agité par les idées libérales, quand même.*

**A.B.** Ils ont toujours été des libéraux...

**G & C** *Oui. Mais dans les années 60, il y a eu de Calan qui...*

**A.B.** Il y avait beaucoup plus de discours que d'autre chose; ce n'est pas avec de Calan (3) qu'on discutait, mais dans les branches industrielles ou commerciales.

**G & C** *Il n'y avait guère de changement, là.*

**A.B.** Non. Il y a une très nette différence de tonalité entre les « philosophes », si vous voulez, et puis la pratique. Et puis, je vais vous dire, je jouais souvent sur du velours parce que le climat politico-syndical n'était pas du tout celui d'aujourd'hui. J'en rajoutais un peu! Nous avons monté un tas de syndicats : Casino, Carrefour, l'Aérospatiale, etc. C'était la bataille syndicale, mais c'était aussi cette lutte contre Staline. Il faut bien situer tout ça dans le contexte de l'époque, c'était quand même pas de la rigolade. Quand il y a eu les pro-

blèmes en Hongrie, on a hébergé des Hongrois pendant longtemps dans un château qui m'a été donné par le président des syndicats suédois. Il l'a donné à la Confédération, mais enfin, il me l'a donné à moi, parce que j'avais une bonne cote dans l'international.

**G & C** *Vous parliez tout à l'heure de Casino, Carrefour, qui se sont créés effectivement dans les années 60, pour Carrefour au moins; est-ce que, du point de vue syndical, ça changeait quelque chose?*

**A.B.** Les gens de Carrefour, à l'époque, étaient des gens bien : il y avait les frères Defforey. Et j'avais fait tout ça avec le patron-patron, le créateur de l'entreprise, ce qu'on n'a jamais pu faire avec Leclerc, parce que Leclerc, ce n'est pas le patron des boîtes, il donne le label, c'est différent.

**G & C** *Les Defforey ont été ouverts dès le départ?*

**A.B.** Oui, très ouverts. D'ailleurs, c'étaient les meilleurs salaires de la grande distribution. Il y avait des résultats! Quand on a fait l'Aérospatiale, il y avait encore Nord et Sud-Aviation, j'ai discuté avec le frère de Mitterrand. Quand je lui disais que son frère était socialiste, il éclatait de rire... Je m'entendais avec Mitterrand, il me recevait très souvent. J'ai déjeuné chez lui quatre jours avant l'élection à laquelle, disait-il, il ne croyait pas. Moi, je lui ai dit : « *Vous vous trompez, cette fois vous allez être élu, non pas du fait de vos mérites mais parce qu'il faut bien que ça arrive un jour!* » Et il y avait sa femme, à côté, qui lui a dit : « *Écoute donc ce que dit Monsieur Bergeron* ». C'était comme ça, très libre!

**G & C** *Mais quand même, à travers ce que vous nous dites, on a peut-être une impression fautive : celle que, finalement, le monde dans lequel vous avez vécu était un monde où les personnes entretenaient de bons rapports, un monde un peu consensuel.*

**A.B.** Moi, j'avais de bons rapports, personnellement. Ce n'était pas de la complaisance, mais j'avais de bons rapports. Je vais vous dire : ils avaient confiance en moi. Ils savaient que lorsqu'on signait un accord, tout pourrait crouler autour de moi, je ne bougeais pas.

Je vois bien, vous vous dites : ce type, c'était un militant de salon qui passait sa vie...

**G & C** ... *Je n'ai pas dit ça!*

**A.B.** Mais vous le pensez! Ce n'est pas ça du tout! J'ai passé ma vie dans des discussions, mais j'avais ma méthode à moi. On ne fait rien sans les personnes, sans les hommes ou les femmes. Il faut que le terrain soit débroussaillé. Dans la phase ultime, il y a des concessions finales pour arriver à l'accord. Naturellement, le compromis, c'est toujours un compromis, un accord, mais je ne suis jamais sorti d'une discussion sans emporter quelque chose. Je ne suis pas d'accord avec les mélis-mélos d'aujourd'hui. Moi, tout ce que je pouvais prendre, petit ou grand, je le prenais en partant du principe que ce qui est pris n'est plus à prendre. Vous comprenez?

**G & C** *Mais comment obtient-on la confiance des patrons? Certes, une fois que vous avez signé quelque chose, vous tenez votre parole. Mais justement, on voit*

(3) Dominique de Calan fut délégué général adjoint de l'Union des Industries métallurgiques et minières.



*bien, à l'heure actuelle que, dans les organisations – et, d'ailleurs, il n'y a pas que dans les organisations syndicales – les gens ne suivent pas...*

**A.B.** Mais c'est vrai aussi du côté des patrons, c'est pareil!

**G & C** *D'accord, mais la société s'est transformée, c'est-à-dire que l'autorité peut décider de quelque chose et pourtant, derrière, cela ne suit pas.*

**A.B.** La différence, c'est que, de mon temps, j'ai encore connu des patrons propriétaires de leur boîte: ils étaient donc maîtres du jeu... C'était beaucoup plus facile qu'avec des gens dont, finalement, on ne sait plus qui est le patron.

**G & C** *Oui, avec la technocratie.*

**A.B.** C'est beaucoup plus difficile. J'ai été voir plusieurs fois le père Michelin, par exemple...

**G & C** *Ah oui... ça c'est patrimonial!*

**A.B.** Oui! Mais il n'est pas mal, vous savez. D'ailleurs, les salaires de la boîte ne sont pas les plus mauvais et puis c'est une boîte qui tient la route.

Ce que j'ai surtout vu à la fin de mon «règne», c'est qu'on ne savait plus très bien qui détenait le pouvoir de décision. D'ailleurs, aujourd'hui, le gouvernement lui-même donne un très mauvais exemple, c'est le bordel comme dirait ma concierge. Je n'ai rien contre Raffarin, c'est probablement sur le plan personnel un très brave homme, mais je ne comprends pas que Chirac l'ait maintenu.

**G & C** *Moi, je parlais plutôt du côté des travailleurs.*

**A.B.** Mais, du côté des travailleurs... Moi, je vais vous dire: je ne m'occupais pas des autres. Je faisais ce que j'estimais devoir faire et, très souvent, ça a été appliqué. J'avais la confiance de mes amis: pendant vingt-cinq ans mon rapport d'activité a toujours été largement approuvé, donc je n'avais pas de problèmes internes. J'avais quelques trotskistes mais qui ne m'affrontaient pas directement, c'étaient des lambertistes et ils faisaient des accords, des compromis. Ça ne mange pas de pain. La décision finale, c'était toujours mes amis. Mon rôle à moi, c'était de préparer le terrain mais, dans la phase ultime, je n'étais pas seul.

**G & C** *Oui, vous étiez en délégation.*

**A.B.** Bien sûr, il y avait mes copains et on arrivait à des arrangements. Si vous saviez comme c'est compliqué, aussi bien du côté des gouvernants. Giscard et Chirac m'ont demandé d'entrer au gouvernement. J'ai demandé à Giscard: «*Pour quoi faire?*», il m'a dit: «*On verra*», je lui ai dit: «*C'est tout vu!*»

Vous voyez mon genre, moi je n'ai jamais accepté quoi que ce soit. Quand je suis devenu président de l'Unedic, on m'a offert voiture, chauffeur, tout le reste. Moi je prenais le métro et l'autobus jusqu'au jour où j'ai été dynamité dans l'affaire du *Parisien libéré*. À partir de quoi, les flics m'ont dit: «*Vous êtes complètement fou, tout le monde vous connaît avec la TV et vous voilà dans le métro et l'autobus!*» À partir de là, on m'a en effet transporté.

Mais je n'ai jamais rien voulu. Quand je suis devenu président de l'Unedic, des banquiers suisses ont appris

qu'on constituait des réserves, ils sont venus carrément me proposer la botte, je les ai foutus dehors, bien entendu. Tout comme je l'ai fait un jour pour deux grands maîtres du Grand Orient qui venaient me vanter le Programme commun de la gauche, à moi...

## L'ENGAGEMENT EUROPÉEN

Mitterrand, je lui ai dit tout de suite qu'il allait échouer. C'est Chevènement qui avait préparé ce fameux programme commun. Mitterrand me dit: «*Oui mais, vous savez, les gens attendaient tellement de nous...*» Il attendait, m'a-t-il dit, des signes des partis sociaux-démocrates européens qui lui auraient permis de s'en sortir. Je lui ai dit: «*Vous n'aurez pas de signes*». Il n'y a pas eu de signes et, au bout d'un an, le constat, c'est ce que j'ai écrit dans un de mes bouquins, *Le Grand tournant*. Mitterrand, c'est un mélange d'ombre et de lumière, mais c'est quand même un homme d'État. Il a joué un rôle important dans l'Europe, notamment à l'époque de Maastricht.

Je m'étais engagé dans le comité de Mme Carrère d'Encausse puisque je suis un Européen de conviction. Ce qui reste pour moi quelque chose de très important dans ma vie militante, c'est la réconciliation franco-allemande. J'ai souvenir d'avoir un jour représenté la CISL au congrès de la Histadrout à Tel-Aviv et j'y suis allé accompagné par Ludwig Rosenberg qui était président du DGB, juif, dont une bonne partie de la famille a péri dans les camps. Et quand il a pris la parole à ce congrès, la moitié des délégués se sont levés et sont sortis parce qu'il était Allemand. J'ai vu Rosenberg pleurer et j'ai passé toute la soirée à le reconforter.

Je suis un Européen convaincu... D'abord, les États-Unis d'Europe, c'est une idée française, c'est Aristide Briand qui, pour la première fois en 1929, a lancé l'idée à la tribune de la Société des Nations. C'était un élément d'équilibre. Quand on a fait la CECA, je rappelle que les Allemands ont tout de suite dit oui. Pour la première fois, on plaçait sous une autorité commune ce qui symbolisait les conflits, c'est-à-dire le charbon et l'acier. Mon prédécesseur, Bothereau, avait qualifié la chose de «*véritable révolution*». Le Chancelier allemand a dit: «*Si je réussis l'expérience (qu'il avait tout de suite approuvée), j'estime que je n'aurai pas perdu ma vie*».

Moi, je suis un homme de convictions, mais il ne faut pas seulement avoir des convictions, il faut les traduire dans la pratique. J'ai passé ma vie à ça. Mais moi, je prenais tout. Il ne faut jamais laisser perdre, c'est ce qu'on m'avait appris quand j'étais gosse.

Je suis allé un jour voir le Premier ministre tunisien avec une lettre de recommandation de Raymond Barre, pour faire libérer le secrétaire de l'Union générale des travailleurs tunisiens. Il m'a dit: «*On vous connaît, nous avons beaucoup d'estime pour Raymond Barre, nous allons le libérer. Seulement, je vais vous dire pourquoi il est en*

*prison: il bricolait avec Kadhafi*». Huit jours après, il l'avait refoutu en tôle. Il faut dire qu'une de mes spécialités, c'était de sortir les gens de prison.

Nous avions un ami qui était un ancien officier de la République espagnole. Il était garçon de café parce qu'il fallait bien faire quelque chose; il tue deux personnes d'un coup de fusil, je ne me rappelle pas si c'était passionnel ou autre chose, des provocations permanentes. Vous savez, les gens qui font ça, ils perdent la boule pendant un instant. Je vais témoigner pour lui en cour d'assises, il avait été condamné à perpétuité, ça a été commué en vingt ans. Je vais voir, quinze ans après et parce que sa famille avait pris contact avec moi, le ministre de la Justice de l'époque, Monsieur Pléven, à qui j'explique l'affaire; il m'a répondu: «*Nous allons vous donner un permis de visite pour la centrale de Melun et nous ferons ce que vous nous direz.*» Huit jours après, il était libéré.

Vous voyez que mon rôle était multiple. Et puis, mes copains, ils faisaient des conneries! Il y en a un qui me téléphone de bon matin et qui me dit: «*J'ai fait une connerie...*». «*Commence par me dire laquelle!*» Il s'était fait piquer au bois de Boulogne... Je téléphone au préfet de police, je raconte ça. Il me dit: «*Je vous rappelle dans une demi-heure.*» Il me rappelle et me dit: «*Rassurez-le, c'est arrangé.*» Et il ajoute: «*Mais dites-lui de faire gaffe pour la prochaine fois!*».

Il y en a un autre, là, c'était moins drôle, à Belfort encore: c'était le responsable de l'Alstom syndicat des métaux, il avait six gosses. Sa femme vient me voir en pleurant, il avait foutu le camp à Besançon s'engager dans la Légion étrangère. Je saute dans le train pour aller à Besançon. Je ne pouvais pas laisser tomber cette pauvre femme avec ses six gosses. Je suis tombé sur des officiers bien. J'ai ramené mon gars et je lui ai dit: «*Maintenant, tu vas arrêter de faire des conneries!*»... J'ai raccommodé les ménages... ça c'est la vie! On ne peut pas être militant syndical si on ne connaît pas la vie.

**G & C** *Oui, c'est un travail: s'occuper aussi bien du domestique que du professionnel.*

**A.B.** Quand j'allais voir mes gars dans les congrès... «*Dédé arrive!*» (ils m'appelaient Dédé), c'était amical, j'embrassais toutes les filles du congrès, ce qui n'était pas désagréable... Il y avait une ambiance comme ça. J'ai duré vingt-cinq ans, je n'ai eu des emmerdements que dans les quatre mois qui ont précédé mon départ parce qu'il y avait deux candidats, c'était la bataille de la succession, sinon je n'ai jamais eu de problèmes. Et toujours, ils étaient consultés!

Quand Mitterrand a introduit les communistes au gouvernement, mon prédécesseur me téléphone et me dit: «*J'espère que tu vas dire quelque chose!*». J'avais déjà préparé un texte que je lui ai lu. Il m'a dit: «*C'est bien.*» Et nous l'avons diffusé le lendemain matin, ça a fait un raffut du tonnerre de Dieu. Bérégofoy me dit: «*Alors, c'est la guerre?*». Je lui réponds: «*Non, c'est la morale.*» Pauvre Bérégofoy... Il a été longtemps secrétaire de notre Syndicat du gaz en Seine-Maritime. Puis il nous a plaqués pour aller à la CFDT, quand il y a eu la scis-

sion du parti socialiste.

**G & C** *Vous avez été un acteur de votre siècle!*

**A.B.** J'ai eu le privilège, si j'ose dire, de connaître tous les dirigeants de l'État durant une très longue période et je crois que le meilleur commentaire qu'on puisse faire, c'est de dire qu'ils font ce qu'ils peuvent comme ils le peuvent, étant donné que le niveau d'interdépendance des économies nationales réduit à peu de choses leur pouvoir de décision. C'est ça. Alors que, autrefois, il y avait davantage...

Par exemple, prenez de nouveau le textile de la Haute-Saône, la plupart des ouvriers – on les appelait les ouvriers paysans parce qu'ils travaillaient à l'usine et, en même temps, ils avaient un bout de champ avec deux ou trois animaux – ils s'entendaient avec les patrons pour organiser le travail en fonction de la période où l'on récoltait le foin ou le blé.

D'autre part, on a beaucoup brocardé ce qu'on appelle le paternalisme. C'était des gens bien! Mais comme il n'y avait pas la protection sociale d'aujourd'hui, c'était des gens qui portaient en eux le sens des responsabilités et qui inventaient des trucs, des mutuelles, des coopératives, des logements, etc.

Vous savez, dans les années d'après-guerre, il y a eu le problème du réarmement moral à un moment donné, vous avez entendu parler de ça, c'était en général des patrons protestants, ça s'est fait dans la Somme... Et on a fait aussi beaucoup d'accords avec eux.

Je n'ai jamais été loin dans l'approfondissement de leur réflexion, j'ai discuté avec eux, ils faisaient des colloques en Suisse et j'étais toujours invité parce que nous avions notre responsable, notre représentant du textile, qui est un ancien communiste mais qui avait rompu, et qui était tombé d'une extrémité dans l'autre! Ça arrive!

**G & C** *Qu'est-ce que vous pensez de la désyndicalisation, à l'heure actuelle?*

**A.B.** C'est un drame. Je ne sais pas ce qu'il en est exactement puisque personne ne dit la vérité mais certains énoncent des chiffres de 3 ou 3,5 %, ça vaut ce que ça vaut, je n'en sais rien, je n'ai pas les éléments d'appréciation.

J'étais hier à Pau où j'ai fait une conférence à des patrons, ils étaient une vingtaine. Ça s'est très bien passé. Je leur ai expliqué tout ça, ils en conviennent, la désyndicalisation est un des pires maux qui affectent la France actuellement.

**G & C** *Je voudrais revenir un petit peu sur ce que vous disiez. Vous, vous avez bien connu tous ces patrons qui étaient en même temps propriétaires de leur entreprise et qui étaient donc directement impliqués dans l'entreprise. Les choses ont beaucoup évolué dans les années 80, avec le développement des marchés financiers, etc., Est-ce que ça a vraiment changé les stratégies d'entreprise, est-ce qu'elles sont devenues plus financières?*

**A.B.** Oui. Ça a changé dans la mesure où le problème financier l'emporte sur le reste. Mais je peux comprendre que c'est un problème en effet important. Si une boîte dégringole, si elle n'arrive plus à équilibrer ses

comptes, il est sûr que ça finit généralement très mal, y compris pour le personnel, donc moi je ne suis pas fermé à tout ça. Sauf que, et là on en revient à ce que je vous disais: quels sont les interlocuteurs?

Maintenant, on ne parle plus du « personnel », mais de la « ressource humaine ». Il y a toute une phraséologie, ça aussi c'est important. Ça va dans l'air du temps, mais moi je suis resté très archaïque, avec les propos d'autrefois: « représentants du personnel », ça disait bien ce que cela voulait dire! C'est bien plus simple, mais on a inventé des trucs tarabiscotés... Remarquez, ce n'est pas innocent.

Et puis aussi, je m'évertuais à dire à mes amis: ne perdez pas trop votre temps dans des trucs qui n'en valent pas la peine. J'ai été administrateur d'Elf Aquitaine. Puis j'ai foutu le camp. Ils me filaient des paquets de papiers que je n'avais, bien entendu, pas eu le temps de lire et, un beau jour, j'ai tiré la conclusion, je leur ai dit: « Écoutez, je ne peux pas lire tout votre fourbi, je vais m'en aller. » Ils ne m'en ont pas voulu...

Il y a des endroits, par exemple le Nord et le Pas-de-Calais, où il reste quelque chose des relations d'antan... Quand on fait une réunion, on est reçu généralement à la mairie, il y a tout un décorum, ils restent attachés aux pratiques républicaines. J'aime bien aller dans le Nord.

**G & C** *Oui, il y a une tradition qui demeure et puis les gens sont chaleureux.*

**A.B.** Parce que la vie y était dure autrefois, plus dure qu'ailleurs. Vous savez que L'Internationale a été composée à Lille, dans l'échoppe d'un forgeron, au rythme du marteau sur l'enclume. Vous ne saviez pas ça? « Debout les damnés de la terre... »

**G & C** *Pour revenir un petit peu à notre période, qu'est-ce que vous avez pensé de l'émergence du syndicat Sud?*

**A.B.** J'ai pensé qu'il y en avait déjà bien assez comme ça... Il y a des considérations politiques derrière, vous savez. Les gens de Sud, ce sont des militants politiques, pour la plupart d'entre eux. Le mouvement syndical, c'est important pour eux, ils cherchent à le noyauter, plus ou moins. Prenez Arlette Laguiller, elle était à FO. Je peux vous parler d'Arlette Laguiller. Je l'ai invitée un jour à déjeuner, elle était à notre syndicat des banques parce que les communistes l'avaient foutue dehors et il fallait bien que quelqu'un la recueille. Je l'ai invitée pour la connaître. C'est une fille d'une grande sincérité: « Travailleurs, travailleuses! ». C'est de la poésie, si j'ose dire. C'est la même chose que le postier, il est trotskiste aussi mais, vous le savez, le mouvement trotskiste est partagé. Trotski a été banni d'URSS et il s'est réfugié d'abord en Europe occidentale, en Norvège, puis il est allé au Mexique où il s'est fait assassiner, ça a été commandé par Staline. Mais tous ces militants qui se réfèrent à ça, ils ne connaissent même pas l'histoire! Moi, comme vous pouvez le constater, je connais quand même un peu l'histoire. Or, on ne peut rien faire de valable dans des domaines comme ceux-là, si on ne connaît pas l'histoire.

Quand j'étais jeune, on était fauchés. Mon père était cheminot, il était lampiste à la gare de Belfort. Comme il ne gagnait pas beaucoup, il était à l'échelle 4, ça veut dire à peu près le Smic, il travaillait au noir chez un marchand de charbon, ce qui fait qu'il avait les mains toujours noires – le pétrole plus le charbon vous voyez ce que ça donnait! – et il voulait absolument que je sois col blanc. Or moi, je ne voulais pas du tout être col blanc, je voulais entrer en apprentissage mais je ne savais pas ce que j'allais faire. Mais j'étais marqué par la malédiction... je suis tombé dans l'encre d'imprimerie, ce qui ne valait pas mieux: signe du destin?

Vous me situez je l'espère, en tout cas un peu mieux, moi je n'ai jamais rien demandé. Je suis grand pourvoyeur de la Légion d'honneur, je fais le lien avec les élus, pas pour moi, parce que moi, je suis hostile à ça, je ne veux aucune distinction de quelque nature que ce soit.

**G & C** *Ce sont des hochets pour vous?*

**A.B.** Tout à fait. Mais enfin, cela ne mange pas de pain. J'ai dit un jour à Raymond Barre: « Donnez-m'en donc un sac, ça vous coûtera moins cher qu'un poste ministériel » Il n'avait pas apprécié!

Je suis allé neuf ou dix fois à New York, Washington. Ils m'ont offert de faire le tour des Etats-Unis je ne sais combien de fois mais je n'avais pas le temps. Mais enfin, dans le hall de l'AFL-CIO, j'ai une plaque comme combattant de la liberté, avec le Pape, Walesa, etc. C'est la seule à laquelle je tiens.

Enfin, vous voyez comment je suis fabriqué...

**G & C...** *Ah, ça non, pas encore!*

**A.B.** Mon prédécesseur m'avait dit: « Essaie de croire à ce que tu fais, pas à ce que tu es » et il m'avait recommandé de ne jamais mettre les pieds dans une boîte de nuit. Ça n'a jamais été mon genre. Il y a une certaine façon d'être quand on a des responsabilités de cette sorte. Je ne veux pas user de termes grandiloquents, mais il faut se conduire d'une certaine façon.

Enfant, mon maître d'école m'a marqué. C'était une « Gueule cassée » de la guerre de 14-18, une grande cicatrice lui barrait le visage et il portait la grande blouse noire, l'uniforme des hussards de la République. Mon père aussi m'a marqué, il était darbyste, c'est une branche très rigoriste du protestantisme. Lui, il en était resté aux guerres de religion. Quand on s'est marié, il nous disait: « J'espère que vous n'allez pas vous marier chez les catholiques! ». Je lui ai dit: « Non, on va se marier civilement. » Mais lui, il était loin de cela, resté dans son héritage ardéchois. Parce que ça se transmet de génération en génération en Ardèche, où la guerre a été très cruelle. Mais c'était un homme droit et tout à fait désintéressé. On tirait le diable par la queue et, comme il fallait bien faire quelque chose, je lisais, je devorais très jeune des livres qu'on lit plus tard: Barbusse, Dorgelès (*Les Croix de bois*), puis un bouquin d'un Allemand, Ernst Johannsen (*Quatre de l'Infanterie*): « L'homme est un Dieu, l'homme est un démon, l'homme est un fou. ». C'est bien vrai!

**G & C** *On va conclure là-dessus!*